



# Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°30 - avril 2017

## Sommaire

### Page 2

- ◆ Panorama des mouvements d'extrême droite en Europe

### Page 3

- ◆ Hongrie : le beurre, l'argent du beurre mais pas les valeurs

### Page 4

- ◆ Le CETA ?
- ◆ Bulletin d'Adhésion

## EDITO

### Europe : 60 ans après le TRAITE de ROME

**c'est un nouvel élan qu'il nous faut !**

**A l'heure où l'Union Européenne a commémoré les 60 ans du Traité de Rome**, première étape d'une grande aventure commencée le 25 mars 1957 avec la création du « marché commun »,

**au moment où la montée des populismes** de tous poils font se relever tous les nationalismes qui ont fait nos malheurs au 20<sup>ème</sup> siècle,

**alors que le monde devient de plus en plus dangereux et violent** pour les petits et pour les faibles, pour ceux qui doutent et ceux qui défendent de vraies Démocraties,

**il faut défendre la construction Européenne qui seule peut nous permettre de résister.**



**Gérard CAUDRON**

Président de Citoyen d'Europe

**Ce n'est donc pas de « moins » d'Europe qu'il nous faut** pour faire face à toutes ces difficultés et à tous ces enjeux **mais de « plus » d'Europe ....**

Et pour cela, il faut, comme je ne cesse de le dire y compris lors de notre dernière AG de Citoyen d'Europe, une Europe différente et plus proche des citoyens, avec une véritable citoyenneté européenne.

Est-il encore temps ? L'avenir nous le dira...

Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a aucune autre voie possible ni « plan B » pour assurer notre sécurité et notre existence.

Le 28 mars 2017

Pour Contacter Citoyen d'Europe  
[citoyendurope@gmail.com](mailto:citoyendurope@gmail.com)

Citoyen d'Europe sur Internet  
[www.citoyendurope.org](http://www.citoyendurope.org)

Suivez nous sur Facebook

[www.facebook.com/citoyendurope](http://www.facebook.com/citoyendurope)

## Panorama des mouvements d'extrême droite en Europe

**Pays Bas** : Le PVV (parti pour la liberté) anti islam de G WILDERS est devenu la 2ème force du parlement derrière les libéraux avec 20 sièges sur 150 soit +5 élus par rapport au scrutin de 2012

**France** : Le front national (FN) fondé en 1972 par JM LE PEN est présidé depuis 2011 par sa fille, candidate à l'élection présidentielle de 2017.

Donnée favorite au 1er tour mais battue au second, elle fait campagne pour la sortie de l'euro, contre l'immigration et pour le rétablissement des frontières nationales.

Le FN compte 2 députés et 2 sénateurs. Grand vainqueur des élections régionales en 2015, au 1er tour (27,7%), il a échoué au second dans la conquête d'une région.

**Hongrie** : Le Jobbik (mouvement pour une meilleure Hongrie) de Gabor VONA est la 2ème force du parlement avec 24 députés.

Face à la ligne autoritaire et anti immigration du conservateur V ORBAN, le Jobbik a remis ses slogans racistes et antisémites pour se recentrer.

**Autriche** : Le FPÖ (parti de la liberté) fondé en 1956 par d'anciens nazis est traversé par divers courants de pensée. Il compte 38 députés au parlement. En 2016, son candidat a été battu au 2ème tour de la présidentielle, échouant à devenir le premier président d'extrême droite de l'UE.

**Allemagne** : Le AfD (alternative pour l'Allemagne) présidé par Frauke PETRY, créé en 2013, est populiste anti migrants et flirte avec l'extrême droite. Il ambitionne de devenir aux élections législatives de septembre le 1er parti de droite dure au parlement depuis 1945.



**Italie** : La ligue du nord, vieux mouvement sécessionniste, s'est transformée depuis 2014 en un parti anti euro et anti immigrés sous la direction de M SALVINI. En 2016 il a milité avec succès contre le référendum de révision de la constitution entraînant la chute de M RENZI.

La ligue du nord a 18 députés depuis 2013.

**Belgique** : LE V B (Vlams Belang) prône l'indépendance de la Flandre. Il a 3 sièges sur 150 à la chambre des représentants.

et se trouve en recul face au parti nationaliste (nouvelle alliance flamande) N V A ;

**Grèce** : Aube Dorée, le parti néo nazi et xénophobe de N Michaloliakos a réussi en 2015 à faire réélire 18

députés. Depuis mars, ce parti dont 13 députés sont jugés depuis 2 ans pour formation de « bande criminelle » a perdu sa place de 3ème force du pays au bénéfice du PASOK (socialiste)

**Suède** : Les démocrates de Suède sont devenus la 3ème force du pays en 2014 avec 13% des voix et 48 députés sur 349. Créé en 1998 par J AKESSON ce parti nationaliste et anti immigration a pris ses distances avec des groupuscules racistes et violents, jusque-là proche de lui

**Slovaquie** : Notre Slovaquie (LSNS) parti néo nazi de M KOTLEBA créé 2012 a utilisé à fond la crainte des migrants pour entrer au parlement en 2016 avec 14 sièges sur 150.

**Bulgarie** : L'union nationale attaque (Ataka) de V SIDEROV s'en prend aux minorités nationales, notamment Roms. Il a remporté 11 sièges en 2014, en net recul par rapport au scrutin précédent.



**Royaume Uni** : Le parti pour l'indépendance (UKIP) sans être qualifié d'extrême droite est farouchement anti immigrés et europhobe. Il a participé activement aux actions contre le maintien du Royaume Uni dans l'UE en 2016.

Il s'est trouvé un nouveau chef P NUTTAL pour succéder à N FARAGE l'un des acteurs clés du Brexit. L'UKIP est devenu en 2015 la 3ème force politique avec 13% des voix, mais un seul député.

Voilà résumée une situation dont les dirigeants européens devraient tenir compte au plus vite dans leurs politiques à venir s'ils veulent éviter un retour aux années les plus sombres de notre continent. Ce triste panorama justifie les inquiétudes maintes fois renouvelées par Citoyen d'Europe et de la nécessité d'un retour aux valeurs des pères fondateurs de l'union européenne où la prise en compte des aspirations des citoyens, d'une meilleure justice sociale, d'un meilleur développement culturel et environnemental soient au centre des changements nécessaires à sa survie.

Daniel PLATTEAU

## HONGRIE : Le beurre, l'argent du beurre mais pas les valeurs

Depuis 2004, la Hongrie a reçu **45 milliards d'euros de l'UE** pour rattraper son retard.

Une partie de ces fonds a largement contribué à rénover le patrimoine historique tels les thermes et l'académie de musique de Budapest, travaux financés au 3/4 par l'Europe.

Si l'on creuse un peu plus et que l'on visite le sud du pays, on découvre un centre d'horticulture non achevé (2 millions d'euros), une zone industrielle constituée d'entreprises fantômes (88 millions d'euros), un hôtel, lui aussi financé dont les entreprises ont empoché l'argent sans achever les travaux etc...

La corruption et les détournements de fonds publics sont pratiques courantes, le gouvernement désignant lui-même les entreprises qui gonflent les devis.

Seule la justice Hongroise est compétente, mais elle est aux ordres.

Le Président du Conseil Constitutionnel a été limogé pour avoir parlé de dérives autoritaires et de viol de la séparation des pouvoirs.

Le pouvoir ne respecte pas la charte des droits de l'homme et la forte majorité d'ORBAN, limite les contre-pouvoirs telle la liberté de la presse.

En 2015 V ORBAN fait ériger un mur et refuse de prendre sa part de **2000 migrants**, déclarant : « Un bon migrant et un migrant qui ne vient pas » il ajoute « depuis leur arrivée les harcèlements sexuels ont augmenté »

Contrairement aux apparences tous les Hongrois ne sont pas d'accord et c'est une partie de la jeunesse qui a réagi en créant un parti qui se revendique des valeurs européennes.

V ORBAN vient de décider que tous les demandeurs d'asile seraient enfermés dans des containers dès leur arrivée, y compris les enfants. Cela ne concerne que 600 personnes.

Face au tollé créé par cette mesure le gouvernement Hongrois à même déclaré « **qu'il savait qu'il violait les lois européennes mais qu'il le faisait pour protéger la Hongrie** ».

Le parti des jeunes a profité de cette occasion pour mettre en place publique le fait que V ORBAN décidait de tout sans jamais demander l'avis des Hongrois. La seule fois où il l'avait fait sur la question des migrants, son référendum (illégal) avait été un fiasco.



Les opposants ont obtenu 260 000 signatures leur permettant d'exiger un référendum sur la candidature à l'organisation des JO de 2024. Le gouvernement a préféré annuler cette candidature que d'organiser le référendum.

Il s'agit d'une première victoire contre ce gouvernement tellement autoritaire que le mouvement néo-nazi JÖBBIK s'est contenté de suivre, l'essentiel de ses visées extrémistes étant réalisé.

Reste que l'Europe continue d'accepter en son sein, l'inacceptable, à savoir un état qui profite au maximum des avantages de l'UE (entre autres financiers) mais refuse d'en accepter les valeurs de démocratie, de droits de l'homme et de solidarité.

La question que devraient de plus en plus se poser les grandes démocraties, est de savoir s'il faudra encore accepter longtemps de telles dérives et si elles ne risquent pas d'influencer d'autres pays qui pourraient s'engouffrer dans cette faille, si elles n'y mettent pas un terme.

Les vrais européens que nous en sommes, supportent de moins en moins ces silences assourdissants de nos gouvernants qui semblent regarder ailleurs quand les principes fondamentaux de l'UE sont en cause.

Daniel PLATTEAU

## Le CETA ?

**Accord de libre échange « équilibré »  
entre UE et Canada ou un TAFTA bis ?**

Le **CETA** (Comprehensive and Trade Agreement) accord entre l'UE et le Canada, qui prévoit la libéralisation réciproque des biens et services, a été officiellement ratifié par le Parlement européen le 15 février 2017. Les gouvernements ont donné leur accord après bien des difficultés (on se souvient des grandes pétitions et manifestations de citoyens à travers l'UE et de l'opposition de la région wallonne de l'état fédéral belge).

Il doit encore être ratifié par les parlements nationaux et régionaux, car certaines dispositions de l'accord empiètent sur les compétences des Etats européens, mais dès le mois d'avril 2017, il sera déjà « partiellement » appliqué (95% du traité !) ce que dénoncent les opposants.

Pour les signataires de ce traité, **CETA** est différent de **TAFTA** (accord négocié entre UE et Etats Unis d'Amérique et aujourd'hui enterré) puisque le tribunal arbitral n'est plus entre les mains d'une justice privée mais fait maintenant appel à des organismes officiels.

Mais les opposants à **CETA** dénoncent encore les dangers qui pèsent sur les consom-

mateurs européens par le bradage des normes écologiques et sanitaires européennes, et le danger sur les producteurs en particulier agricoles qui pèse par la main mise des multinationales nord-américaines sorties de l'accord **TAFTA** mais rentrées par le Canada avec **CETA**.

**Le CETA serait en sorte le cheval de Troie des multinationales, sorties de TAFTA et rentrées par CETA.**

Sont ici en cause les conditions de négociations secrètes de ce type de traité, le dogme néo libéral du libre échange avec le moins de régulations possibles, les lois du profit et du marché qui s'appliquent au détriment de l'intérêt des peuples d'Europe.

Le **CETA** est ainsi devenu symbolique de la logique ultra libérale qui prévaut à la Commission de Bruxelles qui éloigne de cette Europe.

Jean Perlein



## BULLETIN D'ADHESION 2017

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Commune : .....

E.mail : .....

Téléphone : ..... Portable : .....

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe /  renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation  10 €  autre : ..... €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe /  en espèces

Date .....

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq - Tél. 09 79 39 06 22